



## EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE LYON

### ARRETE N° 2006-09-25-R-0294

commune(s) : Lyon 9°

objet : **Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un bâtiment situé 100, rue Marietton et appartenant à la Société Protectrice des Animaux (SPA) de Lyon et Sud-Est**

service : Délégation générale au développement économique et international - Direction du foncier et de l'immobilier - Pôle opérationnel - Subdivision nord

n° provisoire 11849

*Le président du conseil de la communauté urbaine de Lyon,*

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2122-22 -15°- ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

Vu la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en oeuvre de principes d'aménagement ;

Vu la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accèsion à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière ;

Vu la loi n° 87-557 du 17 juillet 1987 complétant la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en oeuvre de principes d'aménagement ;

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

Vu le décret n° 87-284 du 22 avril 1987 modifiant le décret n° 86-516 du 14 mars 1986 relatif au droit de préemption urbain ;

Vu la délibération n° 2005-2826 du 11 juillet 2005 approuvant le plan local d'urbanisme et l'application du droit de préemption urbain aux zones classées en zone urbaine ou d'urbanisation future ;

Vu le plan local d'urbanisme rendu public opposable aux tiers à compter du 5 août 2005 ;

Vu la délibération n° 2006-3289 du 27 mars 2006 par laquelle le conseil de Communauté a donné délégation à son président pour accomplir certains actes, en particulier exercer le droit de préemption urbain sur les biens de nature immobilière mis en vente volontairement ou non ;

Vu l'arrêté n° 2006-04-07-R-0132 du 7 avril 2006 par lequel monsieur le président donne, à monsieur le vice-président Guy Barral, délégation de signature ;

Considérant la déclaration d'intention d'aliéner souscrite par maîtres Ravier, Duc-Dodon, Meudic, Barlet et Bouvier, notaires associés, 4, allée des Tullistes à Ecully, représentant la Société protectrice des animaux de Lyon et Sud Est (SPA), 25, quai Jean Moulin à Lyon 2°, reçue en mairie centrale de Lyon, le 3 août 2006 et concernant la vente au prix de 115 000 € (cent quinze mille euros) -bien cédé occupé- au profit de la société Ass'immo 100, rue Marietton à Lyon 9° :

- d'un bâtiment, élevé d'un niveau, à usage commercial, composé d'un local utilisé comme espace de vente de véhicules et carrosserie par un locataire, la société Ass'immo, ainsi que de la parcelle de terrain de 750 mètres carrés sur laquelle il est édifié ;

le tout, situé 100, rue Marietton à Lyon 9° étant cadastré sous le numéro 9 de la section AV ;

Considérant l'avis exprimé par monsieur le directeur des services fiscaux du Rhône ;

Considérant qu'il est opportun que la communauté urbaine de Lyon exerce son droit de préemption, en vue de mettre en œuvre le projet urbain ouest situé entre la rue Marietton et l'échangeur du Valvert, sur les communes de Lyon, Ecully et Tassin la Demi Lune, conformément à l'un des objectifs de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme ;

Il s'agit en effet, d'une part, de contribuer à l'extension des activités économiques par l'implantation d'un pôle automobile, d'autre part, de requalifier la rue Marietton.

La Communauté urbaine a d'ailleurs créé un périmètre d'étude, reporté au PLU, par délibération en date du 4 novembre 2002.

Dans ce cadre, la Communauté urbaine a déjà acquis dans cet îlot plusieurs tènements immobiliers situés 98, 100, 102, et 106, rue Marietton à Lyon 9° .

Sur proposition du directeur général de la communauté urbaine de Lyon ;

## **arrête**

**Article 1er** - Pour les causes sus-énoncées, le droit de préemption dont dispose la communauté urbaine de Lyon est exercé à l'occasion de l'aliénation ayant fait l'objet de la déclaration précitée.

**Article 2** - Le prix de 115 000 € (cent quinze mille euros) -bien cédé occupé- figurant dans cette déclaration d'intention d'aliéner, est accepté par la communauté urbaine de Lyon.

Cette acquisition par la communauté urbaine de Lyon est définitive à compter de la notification du présent arrêté. Elle sera régularisée, suivant les prescriptions de l'article L 213-14 du code de l'urbanisme, par un acte authentique qui sera dressé par maître Morel Vulliez, notaire associé à l'étude Chaîne et Associés, 139, rue Vendôme à Lyon 6°.

**Article 3** - Le destinataire de la présente décision, s'il désire la contester, peut saisir le tribunal administratif de Lyon d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision attaquée.

Il peut également saisir l'autorité compétente signataire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai du recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de deux mois le silence de l'autorité signataire vaut rejet implicite.

**Article 4** - La dépense résultant de cette acquisition par la communauté urbaine de Lyon sera imputée sur les crédits à inscrire au budget principal - exercice 2007 - compte 211 500 - fonction 824 - opération 641.

**Article 5** - Le directeur général et le comptable du Trésor de la communauté urbaine de Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté transmis au représentant de l'Etat.

Lyon, le 25 septembre 2006

Le président et, par délégation,  
le vice-président chargé de la  
politique foncière,

Guy Barral.